



**LETTRE OUVERTE de République et Socialisme – Paris
aux camarades du Front de Gauche – Paris
pour travailler à l'union de la gauche aux élections municipales à Paris**

25 avril 2013

A Paris, République et Socialisme est né d'une double rupture :

- *une de fond, avec Jean-Pierre Chevènement aux élections européennes qui, contrairement au sentiment majoritaire au MRC, s'est isolé dans une position d'abstention,*
- *une autre, tactique, avec Georges Sarre qui souhaitait une alliance avec Michel Charzat (ce dernier s'est depuis apparenté EELV). Cela a conduit à ce qu'il n'y ait plus qu'un seul élu MRC, les 4 autres élues décidant de s'exprimer comme élues républicaines-socialistes.*

De par notre passé et notre présent, nous n'avons donc aucune leçon d'indépendance à recevoir : plus que des mots, nos actes parlent d'eux-mêmes.

Cette indépendance reste notre boussole. Elle n'a jamais signifié l'isolement, nationalement où nous souhaitons la refondation de toute la gauche, à Paris où nous avons toujours fait le choix de l'union de la gauche aux municipales.

A Paris, comme nationalement, République et Socialisme a essayé de travailler à une prise de position commune de l'ensemble des formations du Front de gauche (FdG) pour les élections municipales. Mais, depuis quelques semaines déjà, le Parti de Gauche parisien a indiqué qu'il irait seul aux municipales quelle que soit la décision des autres organisations composant le FdG-Paris notamment celles possédant des élus à savoir le PCF ou R&S. Lors de son congrès le PG a confirmé cette tactique d'autonomie aux élections municipales dans les grandes villes.

A Paris, les élues républicaines-socialistes, comme les élus PCF et PG sont membres des Exécutifs parisien ou d'arrondissement. Personne n'a remis en cause cette présence dans ces exécutifs ! C'est donc ensemble que nous sommes comptables du bilan de cette municipalité.

Aussi certains propos de responsables parisiens du Parti de Gauche, arguant qu'il serait, à Paris, mené une politique d'austérité, nous surprennent. Au contraire, nous assumons le bilan municipal. Ce bilan est bon tant en terme de politique de logement, de mixité sociale, d'aide sociale que d'investissements publics.

Lorsque l'effort pour notre politique sociale s'élève à 2,2 milliards d'euros, lorsque nous finançons annuellement 6 000 logements sociaux, lorsque notre Ville est en passe de réaliser, en une mandature, 32 équipements pour la jeunesse et les sports - dont 2 piscines, 8 gymnases, 1 stade-, 74 réalisations pour l'action sociale dont 13 crèches, 2 PMI, 10 établissements pour personnes âgées, 6 centres sociaux, 10 équipements culturels dont la Philharmonique, 25 équipements d'enseignement dont 7 écoles maternelles, 8 écoles élémentaires, 6 écoles polyvalentes, 4 collèges, et 21 espaces verts publics, auxquels nous devons ajouter le Tramway, le réaménagement des Halles et les berges de Seine, c'est pour l'ensemble des Parisiennes et des Parisiens à commencer par les plus fragiles qu'elle travaille ! Et nous sommes fiers d'avoir co-produit un tel bilan !

Après le retrait de la candidature de Jean-Marie Le Guen avec lequel nous avons des divergences sérieuses tant en matière d'hospitalisation publique que de fiscalité, Anne Hidalgo reste seule en lice. Elle est issue d'une famille de républicains espagnols ; son métier, inspectrice du travail, lui a fait connaître la réalité des rapports de forces entre la finance et les salariés. Nous espérons que le PS parisien va prochainement confirmer la candidature de cette femme politique, républicaine et laïque que son parcours personnel a conduite à un engagement à gauche.

Anne Hidalgo qui a toujours su respecter les élus des formations du FdG au Conseil de Paris, est en capacité de susciter la plus large union de la gauche dès le premier tour. Nous nous retrouvons dans sa pratique de la démocratie, dans sa manière d'associer les Parisiens à la définition de son programme ; nous nous retrouvons dans son action de 1^{ère} adjointe chargée de l'urbanisme, en rupture avec le conservatisme architectural et social d'une ville figée sur laquelle d'autres se crispent ; nous nous retrouvons dans sa volonté de mettre l'innovation technologique et le prestige de Paris au service de l'emploi et de la protection de nos concitoyens.

Alors, oui, bien sûr, nous ne sommes pas d'accord sur tout. Nous voulons des améliorations notamment au niveau de la gestion des effectifs municipaux ; nous voulons, au-delà de la remunicipalisation de l'eau, la réappropriation publique de certaines délégations ; nous voulons que Paris réclame toujours le milliard d'euros que lui doit l'Etat ; nous voulons un engagement plus ferme dans la défense du service public hospitalier parisien.

Oui, c'est vrai. Ces différences existent : c'est pour cela que nous appartenons à des partis distincts ! Si nous voulons que ces points soient repris dans le programme d'Anne Hidalgo, c'est au 1^{er} tour que cela se joue. Les composantes du FdG favorables aux listes autonomes pourront peut-être fusionner au 2^{ème} tour mais n'auront aucune influence sur les grandes lignes du contrat municipal proposé aux Parisiens, contrat que la majorité parisienne a toujours respecté.

Il n'y a pas lieu pour nous de tout confondre : les élections européenne, nationales et locales n'ont pas les mêmes enjeux. On ne peut pas expliquer à longueur d'années que les Françaises et les Français en ont assez de la politique d'austérité, qu'ils en ont marre des magouilles d'appareils, réclamer en leur nom une autre politique, etc et, les municipales venues, prendre le risque de faire tomber Paris à droite et rompre ainsi avec une politique municipale de gauche, pour de simples questions de leadership et d'égo.

Nous avons tiré les enseignements d'une double situation. Au sein du FdG, nous refusons que l'on impose des oukases à l'ensemble des composantes tout en ne participant pas tant nationalement que localement aux réunions de débat censées être organisées sur ce sujet. A Paris, nous constatons un accord sur le bilan et la possibilité de travailler avec la candidate de la gauche socialiste. Oui, Anne Hidalgo peut porter une candidature de large union de la gauche. Nous pouvons trouver les compromis politiques car nous partageons une vision commune de Paris : celle d'une ville fraternelle et solidaire, où la fracture sociale héritée de la droite est combattue.

C'est de cela que nous aurions aimé voir le FdG-Paris parler : définir les propositions qui permettront, dès le premier tour, l'union de toute la gauche. En tous cas, comme d'autre, nous avons, à République et Socialisme, pris notre décision.

Nous avons la volonté et nous savons que c'est dans l'intérêt des Parisiennes et des Parisiens. Nous ne devons pas nous tromper d'adversaire. Notre adversaire, ce n'est pas le PS parisien ; ce sont celles et ceux qui veulent redonner Paris aux financiers et aux rentiers. A Paris, notre adversaire c'est l'UMP.

Chères camarades, chers camarades, il n'est pas trop tard pour rejoindre ce combat.